



# UNE SEMAINE EN HAÏTI

## L'hebdomadaire du Collectif Haïti de France

*Une rédaction d'Alterpresse ... avec le soutien de la Fokal*

N°1431

2 mars 2020

- **Retour au calme en Haïti après des journées de turbulences...**
- **Première rencontre entre les avocats du syndicat de la Police Nationale d'Haïti et les membres d'une commission ad hoc de facilitation et de dialogue**
- **La représentante des Nations Unies en Haïti, Helen Meagher La Lime, craint « une plus grave détérioration » de la crise**

### >> Retour au calme en Haïti après des journées de turbulences...

Depuis quelques jours un calme apparent, voire latent, est observé après des journées de turbulences inquiétantes. La situation globale tend à se détériorer, l'économie nationale s'effondre, les agitations sociales se multiplient... Depuis 2017, il n'y a pas de réponses appropriées du gouvernement, qui banalise tout ce qui se passe, tout en faisant des promesses jamais concrétisées. Il se dégage, aujourd'hui, une impression d'ensemble sur de possibles éclatements sociaux dans les semaines et mois à venir, tant que perdure cette situation délétère. 3 personnes sont décédées (1 policier, un militaire et 1 jeune), le 23 février, au Champ de Mars (principale place publique de la capitale), suites à des affrontements armés entre des policiers et des militaires (remobilisés, en novembre 2017 sans aucune base légale). Une dizaine de policiers ont été également blessés. Le gouvernement démissionnaire a qualifié ce qui s'est passé le 23 février, de "tentative de coup d'Etat" car des policiers se sont mobilisés pour empêcher le déroulement des festivités carnavalesques que le gouvernement voulait organiser coûte que coûte, sans prendre en compte les avertissements des différents secteurs de la société. Beaucoup de voix s'étaient élevées contre la tenue du carnaval dans le contexte actuel. Il a été finalement annulé. Aucune information officielle n'est donnée sur les 100 millions de gourdes, que projetait de dépenser le gouvernement. Son entêtement à organiser des festivités carnavalesques contre l'avis général, s'est soldé par un échec. Mais il a débloqué des millions de gourdes et a envoyé des policiers de l'Unité de sécurité générale du palais national (USGPN), pour favoriser la participation du groupe "Sweet Micky", de l'ancien président Joseph Michel Martelly, au carnaval du Cap-Haïtien. De fortes pluies en ont empêché la tenue. Le lundi 24 février, il

s'est avisé de faire démarrer son char carnavalesque, sans l'assentiment du comité du carnaval au Cap-Haïtien. Des personnes ont été blessées dans la foule, y compris un participant sur le char de Michel Martelly. Ce dernier a décidé de se retirer "par sagesse", a-t-il déclaré, en évitant d'aller défiler le troisième jour, le mardi 25 février. La ville du Cap-Haïtien a eu ses festivités carnavalesques, sans grabuges et sans la participation de Michel Martelly, qui voulait en profiter "politiquement" pour initier "une campagne électorale" pour la prochaine élection présidentielle, dont la date de scrutin est encore hypothétique. [Il faut signaler qu'un mouvement de fonctionnaires de police, revendiquant de meilleures conditions de travail, s'est exacerbé la veille du carnaval.](#) Ce mouvement de protestations policières a eu lieu pendant les périodes de pays "locked", de septembre à novembre 2019, quand les activités étaient totalement paralysées par les manifestations populaires pour la démission de Jovenel Moïse de la présidence politique. Le 17 février, les policières et policiers ont manifesté dans les rues de la capitale, Port-au-Prince, et dans certaines autres villes de province. Le droit de mettre en place un syndicat, au sein de l'institution policière, était la revendication principale des protestataires. Le lendemain, le haut commandement de la police nationale a réagi, en annonçant le licenciement de 5 policiers. Normil Rameau, le directeur général de la Police Nationale d'Haïti, a confirmé en conférence de presse, [la révocation de la coordonnatrice du syndicat de la PNH, Yanick Joseph, et de 4 de ses collègues, dont un inspecteur de police, pour « sédition et atteinte à l'honneur de l'institution policière », pour « indiscipline, violence et vandalisme ».](#)

## >> Première rencontre entre les avocats du syndicat de la Police Nationale d'Haïti et les membres d'une commission ad hoc de facilitation et de dialogue

Le droit (constitutionnel) des policières et des policiers de créer un syndicat et la réintégration de cinq agents révoqués étaient les deux points abordés lors de ces échanges. Le but de la rencontre du jeudi 27 février, n'était pas de négocier, mais de défendre le droit de syndiquer des fonctionnaires de police, a déclaré, à AlterPresse, l'un des avocats de ces derniers, Vladimir Gassant. Leur limogeage constitue un acte dictatorial, qualifie Me. Vladimir Gassant. Dans leur rôle de médiateurs, les membres de l'Office de protection de la citoyenne et du citoyen (OPC) ont fait comprendre qu'ils ne pouvaient pas se prononcer sur les revendications des policiers, mais plutôt noter les points culminants de la rencontre, en vue de faciliter la démarche légale des protagonistes pour la création du syndicat. Suite aux récents mouvements de protestations des policiers, qui ont créé de vives tensions à Port-au-Prince, les membres du Syndicat de la Police Nationale d'Haïti (SPNH) ont été invités à une rencontre avec la commission ad hoc de facilitation et de dialogue, à la recherche d'un dénouement aux revendications exprimées par les protestataires. Les mobilisations policières du dimanche 23 février ont fait 3 morts, et une dizaine de blessés, dont des policiers nationaux, pour la plupart, et des dégâts matériels. Dans une note de presse, datée du 26 février 2020, le SPNH affirme condamner les actes de vandalisme,

perpétrés contre les locaux de la Radio Télé Vision Caraïbes (RTVC), le dimanche 23 février. Ces actes ont été attribués à des individus encagoulés, affirmant être des policiers. « Certains protagonistes politiques profitent de notre mobilisation dans les rues, pour semer la pagaille », dénonce le SPNH, tout en appelant au calme. L'ambassade des Etats-Unis d'Amérique dénonce les récentes violences dans le pays, à travers un message publié sur son compte twitter. Le Bureau intégré des Nations unies en Haïti (BINUH) s'est dit également préoccupé face aux graves incidents survenus le dimanche 23 février, lors du mouvement de protestations des fonctionnaires de police, en faveur de meilleures conditions de travail. Le Centre d'analyse et de recherche en droits humains (CARDH) exhorte les policiers nationaux syndiqués à se démarquer de l'extrémisme, dans un rapport publié le 25 février. Les attaques, perpétrées contre la Radio Télé Vision Caraïbes, dans l'après-midi du dimanche 23 février, constituent encore un acte intolérable, dénonce le CARDH. « Cet acte est contraire à la Constitution et aux différents traités et conventions, ratifiés par Haïti. Aucun journaliste ni aucun média ne doivent être la cible d'attaques venant de quelconque groupe », fustige l'Association des journalistes haïtiens (AJH).

## >> La représentante des Nations Unies en Haïti, Helen Meagher La Lime, craint « une plus grave détérioration » de la crise

« Les effets de cette situation économique difficile et la polarisation politique prolongée risquent d'affecter davantage l'intégrité et l'efficacité des institutions clefs, notamment la Police Nationale d'Haïti », met en garde l'Américaine Helen Meagher La Lime, la représentante spéciale du secrétaire général de l'ONU pour Haïti et la cheffe du Bureau intégré des Nations Unies (BINUH). Elle déplore le fait que les protagonistes politiques ne sont toujours pas parvenus à trouver un accord, sur le choix d'un premier ministre et la formation d'un gouvernement de consensus. « Le manque d'accord, sur cette

question ainsi que sur le reste du mandat du président, menace de faire perdurer une situation, qui a déjà trop duré ». « Selon les prévisions, l'économie haïtienne devrait s'enfoncer plus profondément dans la récession. 4,6 millions de citoyennes et de citoyens ont besoin d'assistance humanitaire ». Les négociations, qui se sont poursuivies au début du mois de février, n'ont abouti à aucun résultat. Ces pourparlers ont essuyé un échec, malgré les efforts développés par les protagonistes politiques, a estimé, dans un communiqué, le Core group.

### **A lire également :**

- Haïti-Santé : L'Anmh et l'Amih invitent la presse à se rendre disponible pour la sensibilisation autour du coronavirus
- Crise : Des violations massives et systématiques des droits humains en Haïti, dénonce Marie Yolène Gilles de la Fondasyon Je Klere
- Plusieurs organismes souhaitent la prise en compte des revendications policières, pour prévenir une aggravation de l'insécurité en Haïti